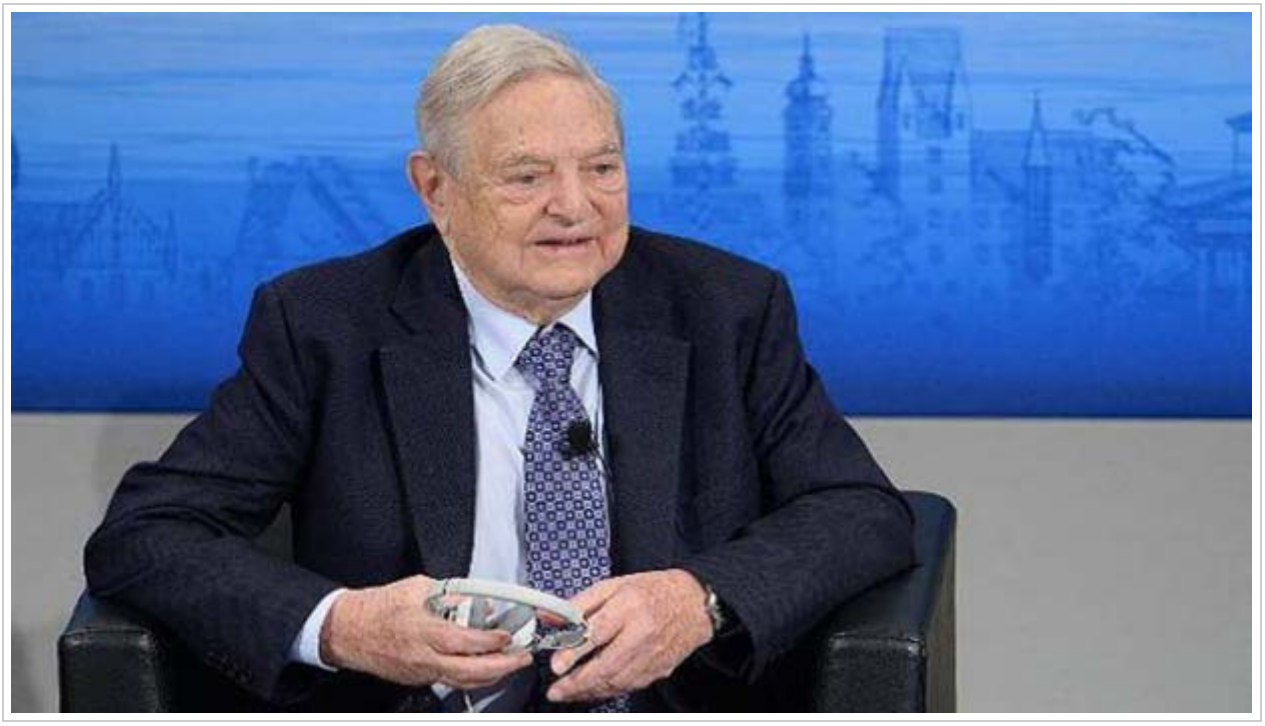
dimanche, 15 mars 2015 02:24

Soros : L'Europe doit devenir comme l'Ukraine !



IRIB-A la conférence de sécurité de Munich du mois de février 2015,
George Soros a fait des révélations sur ce que doivent devenir les pays de la zone euro.

Fin février une loi est sortie en Ukraine pour interdire de critiquer ou d'émettre des avis contraire à la politique menée à l'intérieur du pays par ses habitants.

L'Ukraine semble devenir une terre d'essai pour le reste des pays qui constituent l'Union européenne. L'avenir de l'UE avec le TTIP (le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement), qui doit passer en force sans un référendum populaire sous la Présidence lettonne du Conseil de l'Union européenne en 2015, sera ce qu'est l'Ukraine aujourd'hui !

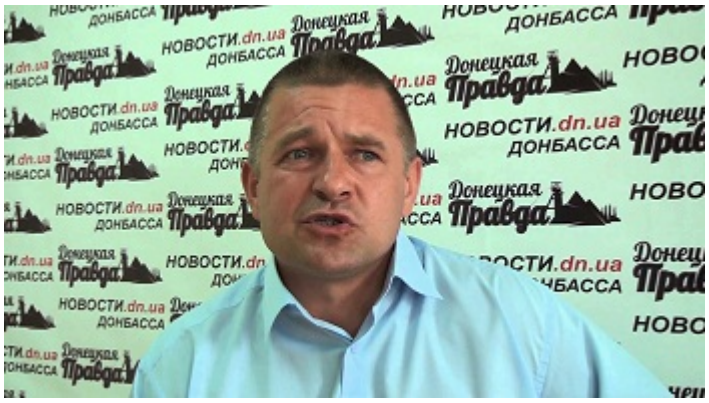
Puni de 3 ans de prison.

En Ukraine les habitants qui jugent la politique du gouvernement de Kiev inhumaine, suicidaire, gestapiste, nazie, ou simplement non conforme aux droits fondamentaux, sont menacés de mort par des groupes en ayant été montrés du doigt et sont passibles de 3 ans de prison.

La démocratie n'existe donc pas et ne doit pas exister dans ce nouveau pays du côté de Kiev.
Plus que jamais la volonté de sécession des habitants du Donbass se trouve justifiée tout comme la position de Moscou envers la Novorossia.

Un membre du parti communiste français, qui a traduit la réflexion du parti communiste ukrainien interdit de cité à Kiev et qui s'inquiète d'avoir vu Porochenko participer à la manifestation du soutien à la liberté d'expression à Paris pour le défilé pour Charlie, met le doigt sur une situation dangereuse.

Liberté emprisonnée



Lisons ce qu'il écrit: « le député du « Front populaire», Konstantin Mateychenko, a déposé un projet de loi au Parlement ukrainien (Verkhovna Rada), qui condamne toute personne pour avoir critiqué le gouvernement. La loi n°2225 propose de modifier le Code criminel de l'Ukraine sur les « actes délibérés pour saper l'autorité de l'Etat et du gouvernement ».

Dans l'article du communiste français on lit, « La liberté d'expression emprisonnée. Les actes illicites, socialement dangereux, qui portent atteinte à l'autorité de l'Ukraine en tant qu'Etat souverain, l'humiliation publique, l'abus, la souillure, ou autres actions visant à saper l'autorité des pouvoirs publics, les gouvernements, les associations de citoyens, ou quelques éléments structurels de l'administration publique (ses organes compétents), doivent être punis de travaux correctionnels pour un maximum de deux ans et de deux mois à trois ans d'emprisonnement. Des organes de presse se sont opposés à cette loi et dénonce une volonté de réduire la liberté d'expression. Une ironie pour un gouvernement sensé exprimer les valeurs occidentales et européennes. D'autant plus que le Président ukrainien, Petro Porochenko, était venu à Paris pour soutenir la liberté d'expression ».

Les sources viennent du parti communiste ukrainien, « Les communistes (KPU) dénoncent une volonté d'écraser toute forme d'opposition et de légitimer la répression politique. Petro Simonenko, Premier secrétaire du Parti Communiste d'Ukraine (KPU) n'est pas surpris par cette loi. « Lorsque qu'un régime politique mène des attaques sans précédent contre les droits des citoyens, contre les salaires, déclenche une guerre contre son propre peuple, cela suscite une opposition active de la population.

Interdiction de critiquer

Les députés du parti au pouvoir « Front populaire » ont donc naturellement introduit un projet de loi qui prévoit une punition pour les citoyens qui critiquent le gouvernement à tous les niveaux. Critiquer le président ou le parlement nous envoie en prison. Dénoncer l'inefficacité des fonctionnaires nous envoie en prison. Lutter contre la corruption du pouvoir, qui sape sa crédibilité, nous envoie en prison. Vous n'aimez pas les gangs et les atrocités nazies dans le pays et vous critiquez une « association de citoyens », cela est passible d'un emprisonnement » déclare Petro Simonenko.

« En fait, je suis convaincu » déclare le leader communiste « que le projet de loi №2225 vise à détruire toute opposition, il viole les droits civils fondamentaux, notamment Européen ».

« Le projet de loi №2225 est un chemin direct à la dictature. C'est le début de la persécution des juges qui refuseraient de se plier aux injonctions du pouvoir. Le dernier exemple vient des juges du tribunal administratif du district de Kiev, qui ont refusé l'interdiction du Parti communiste. Mais

l'Europe et les États-Unis, tournent délibérément les yeux ailleurs, pour eux il existe des doubles standards».

Harcelé par ses étudiants

La télévision russe montre en exemple le cas d'une enseignante d'université de la ville de Lviv, qui fut Lemberg sous l'Empire autrichien, être menacée de mort par ses étudiants ! L'enseignante s'était seulement montrée critique envers la guerre en Ukraine.

« Les autorités ont incité les étudiants de l'université à se regrouper contre la femme et à la harceler. L'enseignante doit se cacher de ses étudiants. L'enseignante informée par des collègues n'est pas arrivée à l'université et a ainsi évité un lynchage », explique la télévision russe. Sur un blog l'enseignante a écrit, « ils veulent me tuer. J'ai vu aujourd'hui à côté de moi 3 membres des services secrets d'Etat. Cela n'est donc pas une initiative des étudiants ».

L'enseignante avait simplement expliqué dans une vidéo publiée suite à une conférence, que cette guerre en Ukraine est un acte criminel contre le même peuple.

Soros à Munich.

La guerre est en Ukraine. Un état particulier règne dans ce pays. Des lois particulières peuvent être appliquées pour cette raison. En tout cas le gouvernement de Kiev obtient le soutien de l'Union européenne, de BHL, de Bernard Kouchner.
Pour le combat des droits de l'homme et de la liberté d'expression l'Euromaïdan avait été érigé.
L'affaire de l'Ukraine est grave pour ce pays et pour les habitants des 28 pays de l'UE.

Avec l'Ukraine, l'Union européenne prouve sa volonté de ne pas respecter les volontés des peuples et de faire régner son influence sur toute la sphère européenne par l'emploi de la terreur.

Les divers exemples de mesures mises en place et appliquées ou soutenues, voire tolérées par Bruxelles comme le Hartz IV en Allemagne, qui oblige les citoyens à travailler pour 1 euro ou qui pousse une grande partie de la population à devenir pauvre comme en France avec le RSA, montrent ce qu'est cette Union européenne.

Et la petite phrase de George Soros émise durant la conférence de Munich sur la sécurité, « l'Ukraine est aujourd'hui ce que doit devenir demain l'Union européenne », montre clairement ce qui pend au nez des Européens.

Aussi ce n'est pas étonnant de connaître la position de l'ambassadrice lettone en France quand elle dit que c'est une chose normale d'avoir 13 % de non citoyens en Lettonie.

Par Olivier Renault pour **Novorossia Vision**